ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-2064

présenté par
M. Bryan Masson

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	200 000	0
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	200 000
TOTAUX	200 000	200 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel vise à créer une Journée d'hommage national pour les Pupilles de la Nation.

Depuis 1917, la France adopte les orphelins dont l'un des parents a été tué ou est mort de blessures ou de maladies contractées ou aggravées par suite d'un événement de guerre ou d'un acte de terrorisme (art. L. 411-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre). La qualité de Pupille de la Nation est également reconnue aux enfants des gendarmes et des policiers morts dans l'exercice de leurs fonctions.

L'organisation d'une cérémonie de commémoration permettrait à notre pays de témoigner de son soutien moral envers les enfants de victimes de guerre, d'acte de terrorisme ou de fonctionnaires tués en intervention.

C'est pourquoi l'amendement propose de transférer 200 000 euros (coût des hommages nationaux ponctuels d'après le projet annuel de performances de la mission) de l'action 01 *Indemnisation des orphelins de la déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation* du programme 158 *Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale* vers l'action 09 *Politique de mémoire* du programme 169 *Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation*.

Le rapporteur spécial précise que les règles de recevabilité financière le contraignent à prélever, contre son gré, ce montant sur le programme 158. En cas d'adoption du présent amendement, il appelle le Gouvernement à en rétablir les crédits initiaux.